



*strategic*

*policy*

*planning*

*• • •*

*planification*

*stratégique*

*des politiques*

*Le* **Le renouvellement du Canada :**  
**Le rôle spécial des communications et de la culture**

S  
T  
R  
A  
T  
E  
G  
Y  
  
A  
N  
D  
  
P  
L  
A  
N  
S

QUEEN  
P  
91  
.C3714  
1991  
c.2

STRATÉGIE ET PLANIFICATION

Queen  
P  
91  
C3714  
1991  
c.2

**Le renouvellement du Canada :**  
**Le rôle spécial des communications et de la culture**

**Rapport sur l'atelier  
tenu le 11 avril 1991  
au Palais des congrès  
Hull (Québec)**

Industry Canada  
Library Queen  
JUL 17 1998  
Industrie Canada  
Bibliothèque Queen

\*\*\*\*\*  
*This report is also available  
in English*  
\*\*\*\*\*

COMMUNICATIONS CANADA  
NOV 1 1991  
LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE

**Planification de la politique  
Stratégie et planification  
Communications Canada  
10 juin 1991**

**Remerciements**

L'atelier de planification stratégique sur le renouvellement du Canada a bénéficié de l'apport de plusieurs personnes au Ministère.

Je voudrais remercier tout particulièrement la directrice générale, Stratégie et Planification, Mme **Eileen Sarkar**, qui a bien voulu présider l'atelier et qui a contribué au succès de la rencontre en préparant le programme d'activités de la journée. Je voudrais en outre remercier le **sous-ministre et les membres du Comité des stratégies de la haute direction** qui ont appuyé l'idée de l'atelier et y sont allés de plusieurs suggestions utiles en ce qui concerne l'ordre du jour et les conférenciers.

Je tiens aussi à signaler la contribution des organisateurs et organisatrices -- **Sharon Jeannotte, Brenda Patterson, Suzanne Loranger, Jacques Drouin et Suzy Beauregard**.

Évidemment, l'atelier doit largement son succès à **tous les participants**; je m'en voudrais donc de ne pas exprimer ma gratitude aux conférenciers et aux employés du MDC, qui nous ont fait part de leurs idées et de leurs opinions sur le renouvellement du Canada.

David Waung  
Directeur  
Planification de la politique stratégique

**Table des matières**

	Page
Remerciements .....	i
Sommaire .....	iii
Introduction - Le renouvellement du Canada : un pays qui vient à maturité? ..	1
Réalités changeantes .....	2
1. Le défi du fédéralisme canadien .....	2
2. Préoccupations sociales et économiques .....	2
3. Les Canadiens maîtres de leur demain .....	3
Jeter des point - Le rôle du ministère des Communications dans un Canada renouvelé .....	5
1. Aider les Canadiens à partager leurs idées, leurs informations et leurs rêves .....	5
2. Symétrie ou asymétrie .....	5
3. Diversité culturelle .....	6
4. Symboles canadiens .....	7
Conclusion .....	8
Appendice I : Participants	
Appendix II : Ordre du jour de l'atelier	

---

### Sommaire

Dans le Discours du Trône qu'il a prononcé en mai dernier, le Gouverneur général a indiqué que nous sommes «à un point tournant dans l'histoire du Canada». Les participants à l'atelier sur le renouvellement du Canada ont examiné les facteurs qui ont mené le pays à cette croisée des chemins et cherché à savoir quel impact le climat de changement actuel risquait d'avoir sur le ministère des Communications.

Le Canada a déjà été aux prises avec des problèmes; aujourd'hui, toutefois, la coïncidence de différents facteurs milite d'urgence en faveur d'un renouvellement. D'abord, les Canadiens affichent un **pessimisme profond** quant à l'avenir du pays et à la capacité des gouvernements de résoudre le problème. Deuxièmement, des changements structurels majeurs dans l'économie mondiale influent sur la **santé économique du pays**, et le Canada ne peut se permettre d'en faire abstraction. Troisièmement, la **trame culturelle du pays se transforme**, et il est de plus en plus difficile de trouver des valeurs culturelles communes.

Qui plus est, la **population canadienne est plus impatiente et plus militante**. Elle n'accepte pas que les gouvernements lui dictent sa conduite. Elle veut avoir son mot à dire dans les politiques et les programmes qui la concernent. Par ailleurs, même s'ils partagent pour l'essentiel les mêmes attitudes et valeurs sociales, les éléments les plus jeunes et les plus «modernes» au Québec et dans le reste du Canada proposent des **moyens politiques et institutionnels différents pour renouveler la société**. Les façonneurs de l'opinion au Québec sont d'avis que le palier de gouvernement le plus proche des Québécois devrait bénéficier de pouvoirs accrus. Ailleurs au Canada, les façonneurs de l'opinion ne préconisent pas de conférer des pouvoirs spéciaux à une région ou une province particulière.

S'agissant du rôle du MDC dans un Canada renouvelé, l'atelier a tiré un certain nombre de conclusions :

- 1) Des ajustements devront être apportés aux politiques et programmes du MDC pour qu'ils soient davantage axés sur **les normes nationales et sur les systèmes de distribution qui aident les Canadiens à partager leurs idées, leurs informations et leurs rêves**.
- 2) Il faudra examiner de près les **besoins culturels différents du Québec et du reste du Canada**, et voir comment les concilier dans la pratique.
- 3) **Les politiques et programmes culturels du MDC devront devenir plus transparents et englober un plus grand nombre de groupes culturels**.
- 4) La **Société Radio-Canada** est, dans le portefeuille du MDC, la seule institution **perçue par un grand nombre comme un véhicule clé d'échanges et de compréhension** entre les régions et comme un symbole national important. **Les autres composantes du portefeuille devront mettre l'accent sur les activités d'échanges** pour amener les Canadiens à partager davantage et les mieux sensibiliser aux valeurs et aspirations communes.

Les participants se sont accordés pour dire que ce changement devait s'opérer dans les limites des ressources existantes et qu'il **incomberait à chaque centre de responsabilité du Ministère d'examiner ses propres programmes et politiques et de les adapter en conséquence.** 'D'un point de vue stratégique, c'est au Ministère qu'il appartient de participer au processus de renouvellement - un processus qui semble animé davantage par les Canadiens eux-mêmes que par les éminences grises des élites traditionnelles.

## Introduction

### Le renouvellement du Canada : un pays qui vient à maturité?

L'atelier de planification stratégique sur le renouvellement du Canada a été organisé pour aider le ministère des Communications à se faire une idée plus juste de la voie à emprunter s'il veut continuer de répondre aux besoins des Canadiens. Les participants ont discuté de l'attitude du public vis-à-vis de la fédération canadienne, ainsi que de la situation des politiques publiques vis-à-vis du changement constitutionnel. Et, surtout, ils se sont attardés au rôle que les communications et la culture seront vraisemblablement appelées à jouer dans un Canada en mutation.

Les participants ont découvert bien des choses sur le Canada et les Canadiens; certaines leur étaient familières, mais d'autres les ont franchement étonnés. Les discussions ont permis de donner du Canada l'image d'un pays qui vient à maturité, un pays dont les habitants n'ont plus besoin qu'on leur dise quoi faire. Les Canadiens veulent être maîtres de leur destin et avoir voix au chapitre sur la façon dont ils sont gouvernés et ce qu'ils consomment. Ils ont des goûts plus raffinés et sont mieux informés que leurs parents, et ils semblent de moins en moins patients face aux «machines gouvernementales» et à la «grande entreprise» qui cherchent à leur dicter quoi faire ou quoi penser.

Une réalité nouvelle se fait jour. Il sera inutile de tenter de l'adapter à nos politiques. Il faudra, au contraire, adapter nos politiques à cette réalité.

Le présent rapport analysera la nouvelle donnée culturelle, économique et sociale au Canada, l'évolution des attitudes et des valeurs à l'origine du changement et l'impact de ce changement sur le ministère des Communications.

## Réalités changeantes

### 1. Le défi du fédéralisme canadien

Des représentants du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada et des maisons de sondage Decima et CROP ont fait des présentations durant l'atelier. Il est ressorti de leurs enquêtes l'image d'une opinion publique fluide.

Selon de nombreux sondages, 80 p. 100 des Canadiens continuent de se dire d'abord Canadiens, puis citoyens de leur province. En revanche, environ huit Canadiens sur dix estiment qu'ils ont plus d'affinités avec le gouvernement de leur province qu'avec le gouvernement central à Ottawa.

Les sondages effectués jusqu'en avril dernier montrent en outre que l'unité canadienne est un sujet de préoccupation grandissant et que **les Canadiens se disent profondément pessimistes quant à l'avenir de la fédération**. Environ 70 p. 100 des Québécois estiment probable que leur province se sépare du reste du Canada; plus de 40 p. 100 des Canadiens pensent de même. Plus de la moitié des Québécois croient que le reste du Canada n'est pas acquis à l'unité nationale, tandis que 60 p. 100 sont d'avis que l'échec de l'accord du lac Meech équivaut à un rejet du Québec. En revanche, près de 80 p. 100 des Canadiens dans le reste du Canada ne perçoivent pas cet échec comme un rejet. Ils sont toutefois de moins en moins disposés à envisager des mesures spéciales pour garder le Québec dans la fédération. Un Canadien sur trois refuserait de faire quelque concession que ce soit. Environ la moitié sont prêts à négocier, mais n'accepteraient pas d'accorder un statut spécial quelconque au Québec à l'intérieur du Canada.

Ces attitudes sensiblement divergentes entre les Québécois et le reste des Canadiens sont aggravées par **l'instabilité que l'on perçoit au niveau politique**. Dans leurs propositions de réforme constitutionnelle, les auteurs des rapports Allaire et Bélanger-Campeau font clairement état du mécontentement des Québécois face à la formule actuelle de partage des pouvoirs entre le fédéral et les provinces.

Comme l'a fait remarquer l'un des conférenciers, dans le passé Ottawa pouvait généralement compter sur les autres provinces pour appuyer sa position constitutionnelle. Il sera peut-être plus difficile de forger de telles alliances dans l'après-Meech.

### 2. Préoccupations sociales et économiques

Malgré que le public se soucie de plus en plus de l'unité nationale, les sondages révèlent que, **pour la plupart des Canadiens, l'économie reste le principal sujet de préoccupation**. Assurément, le phénomène de mondialisation observé dans tous les secteurs de l'économie, y compris les communications et la culture, a un impact sur la prospérité du Canada. Il est de plus en plus difficile de faire concurrence à des multinationales qui diffusent instantanément l'information partout dans le monde. Or, si les Canadiens constatent avec appréhension l'accroissement du taux de chômage et les fermetures d'usines, bon nombre d'entre eux n'ont pas fait le lien entre ces problèmes et le contexte social et politique dans lequel ils se produisent.



La plupart des grands problèmes sociaux du Canada se retrouvent dans des domaines de compétence provinciale où l'intervention du fédéral est souvent perçue comme un motif de friction. Pourtant (comme l'a rappelé le Discours du Trône), **certains programmes sociaux prioritaires**, comme un programme national de formation pour préparer les Canadiens à être compétitifs dans une économie planétaire ou la protection de l'environnement, **influenceront de façon critique sur la santé de l'économie canadienne et nécessiteront manifestement une approche concertée**. Comme les ressources fédérales sont limitées et que le déficit est énorme, il est improbable qu'on puisse recourir à un «fédéralisme subventionnel» pour régler tous les problèmes sociaux et économiques. Il faudra néanmoins s'attaquer à ces questions dans un Canada renouvelé et dans tout nouveau partenariat éventuel.

Enfin, **un Canada renouvelé sera inévitablement un Canada plus diversifié**, ne serait-ce que du simple fait de l'évolution de la composition démographique. Aujourd'hui, près du tiers des Canadiens ne sont ni français ni anglais d'origine. Une partie plus grande de la population, spécialement les **minorités visibles, est urbaine. Même si les ressources s'amenuisent de plus en plus, les gouvernements à tous les paliers devront faire davantage appel à la consultation et adopter une approche plus participative dans leur processus décisionnel pour tenir compte des préoccupations croissantes exprimées par les minorités au sujet des droits de la personne**. D'autre part, ceux qui n'habitent pas les grands centres urbains - **les Canadiens qui vivent en milieu rural et dans les régions défavorisées** - continueront selon toute probabilité d'exiger de participer à la prospérité du reste du Canada et de recevoir leur juste part de services.

### 3. Les Canadiens maîtres de leur destin

Moins confiants en leurs dirigeants politiques, **les Canadiens disent vouloir avoir davantage voix au chapitre dans la conduite des affaires publiques**. Ils souhaitent que s'exerce une plus grande équité, particulièrement là où il est question de la justice sociale et des droits de la personne. Ils ne semblent pas vouloir tolérer ce qu'ils perçoivent comme un «prise de pouvoir» par des individus ou des institutions, ce qui d'ailleurs conditionne la réaction du Canada anglais face aux propositions de réforme constitutionnelle issues du Québec.

Les sondeurs d'opinion et les membres de la Commission Spicer croient que **les symboles unificateurs de naguère, comme le bilinguisme et le multiculturalisme, ont perdu de leur impact**. Les Canadiens de toutes les régions se montrent **de plus en plus impatients face à ce «canadianisme composé»**, et ont fait savoir à la Commission Spicer que le gouvernement devait s'appliquer à inclure un plus grand nombre de groupes dans une définition élargie du canadianisme. Les Québécois veulent que cette opération se concentre au niveau provincial et insistent pour que les immigrants apprennent le français et s'en servent dans leur vie quotidienne. Les Canadiens dans le reste du pays perçoivent le problème comme étant davantage national et pressent le gouvernement fédéral de tenir compte de l'intégration des immigrants dans le processus d'édification de la nation.

Même si bon nombre de sondages révèlent que le Québec et le reste du Canada ont moins de points en commun, ils font par ailleurs ressortir **un nombre étonnamment élevé de similarités dans le profil social des souverainistes du Québec et celui des fédéralistes dans le reste du pays**. L'un et l'autre groupes comprennent un grand nombre de façonneurs de l'opinion et de personnes pour qui importent beaucoup les valeurs et le style de vie identifiés à la «génération du moi». Ils attachent de l'importance à l'autonomie personnelle et aux droits individuels; ils croient en l'équité et en l'égalité des sexes; et ils protègent l'environnement tout en consommant judicieusement.

Toutefois, **au niveau politique, ces valeurs ont débouché sur des programmes d'action différents.** Au Québec, les éléments socialement progressistes semblent vouloir renforcer l'autonomie individuelle en transférant les pouvoirs au palier de gouvernement le plus proche de la population. Dans le reste du Canada, ces mêmes éléments semblent mettre l'accent sur l'«équité» et s'opposent donc à l'octroi de tout statut spécial à une région ou une province particulière.

Mise à part cette divergence d'opinions sur le pouvoir et la structure politiques, la «génération du moi» - tant au Québec que dans le reste du Canada - semble se dissocier progressivement des symboles canadiens traditionnels, comme la monarchie. Cette génération ne veut pas être contrainte de faire siennes les normes acceptées par les autres, et il est possible que ce facteur ajoute au soutien croissant en faveur d'une autonomie plus grande des provinces, même parmi les fédéralistes convaincus hors Québec.

Parallèlement, **les valeurs qui définissent l'identité canadienne paraissent changer sensiblement.** En 1990, un sondage CROP demandait aux répondants si le fait d'être Canadien était un élément important de leur identité. Un bon 93 p. 100 des Canadiens et 75 p. 100 des Québécois (dont la moitié de ceux qui se considéraient souverainistes) ont répondu par l'affirmative. Dans les circonstances, la maison de sondage n'a pu que conclure que **les Canadiens commencent à définir leur «canadienneté» moins selon des valeurs politiques que selon des valeurs personnelles.**

Le terme «maîtrise» est revenu tout au long de la discussion sur l'évolution des attitudes des Canadiens; on a fait valoir que **le «nouveau Canadien» serait plus respectueux des droits individuels et de la diversité, plus équitable et plus enclin à participer au gouvernement.** Une aversion de plus en plus grande pour les cadres institutionnels rigides semble se traduire par un soutien accru pour la décentralisation, à l'intérieur ou à l'extérieur de la présente structure fédérale.

Selon les participants, il est en fait possible que l'identité canadienne évolue tout simplement, sans s'éroder pour autant. S'agissant des politiques publiques, ils se sont accordés pour dire que les gouvernements devront s'adapter à ces réalités nouvelles plutôt que de chercher à adapter les réalités aux politiques. Dans cette optique, une bonne partie de la journée a été consacrée à analyser comment cette transformation influencerait sur le rôle du ministère des Communications.

---

Jeter des ponts

Le rôle du ministère des Communications dans un Canada renouvelé

1. Aider les Canadiens à partager leurs idées, leurs informations et leurs rêves

Le débat sur le rôle du MDC dans un Canada renouvelé s'est déroulé dans le contexte de la Mission du Ministère : «Bâtir le pays : C'est aussi aider les Canadiens à partager leurs idées, leurs informations et leurs rêves.»

Nombre de participants ont été étonnés que des gens de l'extérieur perçoivent le rôle actuel du Ministère comme une tentative d'imposer une seule culture nationale aux Canadiens. Ils n'ont pas tardé à signaler qu'au contraire, **la Mission avait pour but, en théorie comme en pratique, de mettre en place les conditions propices au développement et à la diffusion de la culture sous toutes ses formes.** Cette mise en commun ne se limitait pas à l'expression culturelle mais s'étendait aux sphères économiques et sociales. Toutefois, il est devenu apparent que ce rôle n'était pas bien compris par les Canadiens et peut-être bien par les fonctionnaires eux-mêmes. (Voir la section 3, «Diversité culturelle»).

Il a été suggéré que, sur le plan opérationnel, **le rôle du MDC dans les domaines de la culture et des communications devrait être axé sur les normes nationales et les systèmes de distribution qui permettent aux Canadiens de partager leurs idées, leurs informations et leurs rêves, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale.** Par exemple, un conférencier était d'avis que par le passé le gouvernement fédéral avait été trop empressé de financer les activités créatives sans par ailleurs s'attaquer aux problèmes structurels sous-jacents auxquels étaient confrontés depuis nombre d'années les arts et les industries culturelles. Jusqu'à ce que certains ajustements culturels soient effectués, a-t-il été avancé, la Mission restera incomplète.

2. Symétrie ou asymétrie

Convenir du **but** de la Mission ne signifie pas cependant qu'on s'entend sur la **façon** de réaliser celle-ci. La discussion est donc inévitablement passée des généralités aux exigences particulières mises de l'avant dans le contexte de la réforme constitutionnelle. D'abord, est-il possible de répondre aux besoins du Québec dans le cadre actuel de culture et de communications? Ensuite, l'octroi de pouvoirs plus grands à toutes les provinces dans le domaine culturel améliorerait-il le contexte dans lequel opèrent les industries culturelles au Canada?

En réponse à la première question, un des conférenciers a soutenu que «les industries culturelles sont le moteur de la société distincte au Québec» et que cette réalité commanderait forcément un type quelconque d'arrangement asymétrique. Il a été souligné au cours de la discussion que la reconnaissance des besoins distincts du Québec ne devait pas nécessairement être de type **constitutionnel**. Des ententes administratives, des accords de compensation financière ou d'autres genres d'**arrangements administratifs asymétriques** pourraient être tout aussi efficaces et beaucoup plus faciles à mettre en place. Il faudrait toutefois, au niveau fédéral, déterminer les **éléments les plus importants du rôle d'édification nationale du MDC** et s'assurer qu'ils sont préservés. L'objectif devrait être d'obtenir le meilleur arrangement possible pour tous les Canadiens, y compris les Québécois.

En ce qui a trait à la deuxième question, on a fait valoir que les industries culturelles n'avaient jamais été considérées comme faisant partie de l'«union économique du Canada» et que peu d'effort avait été consacré en conséquence à la valorisation de leur potentiel commercial. Selon cette analyse, les industries culturelles du Canada anglais ne peuvent prospérer dans le marché exigu du Canada sans regroupement des ressources et soutien gouvernemental. Par conséquent, une décentralisation symétrique aux provinces ne ferait que provoquer une fragmentation plus grande et constituerait, selon les mots mêmes d'un conférencier, «une catastrophe». Du côté francophone, un conférencier a insisté sur le fait que les industries culturelles sont déjà en asymétrie et que la présence d'institutions culturelles nationales comme la Société Radio-Canada avait peu contribué à la création d'un «deuxième marché», à l'extérieur du Québec, pour les productions en langue française. La solution à cet égard, a-t-il été suggéré, était de **maintenir une double approche dans le domaine culturel, avec cependant une répartition plus complémentaire des rôles aux niveaux fédéral et provincial et une attention plus grande du fédéral aux mesures structurelles qui améliorent la position de marché des industries culturelles dans l'ensemble du Canada.**

Bien que la discussion ait semblé mener à la conclusion qu'une approche asymétrique serait logique, à tout le moins dans les industries culturelles, il a été reconnu qu'une telle solution a peu de chances de rallier la majorité des Canadiens -- à supposer que les constatations des sondages et de la Commission Spicer soient justes. Un des conférenciers était d'avis que des discussions générales et théoriques ne sont pas utiles et que la seule façon de déterminer quelles solutions seront acceptées est de soumettre des propositions concrètes. Par exemple, la responsabilité du télécâble à l'échelle locale doit-elle être confiée aux provinces? Les composantes anglaise et française de Radio-Canada doivent-elles conserver une administration commune?

### 3. Diversité culturelle

Tout au cours de la journée, il est ressorti des discussions que les préoccupations des Canadiens en ce qui concerne le renouvellement du Canada débordent de loin la seule question constitutionnelle de la répartition des pouvoirs. On a été particulièrement troublé par la perception qu'on pratiquait l'**exclusivisme** (certaines cultures étant «officielles» alors que d'autres sont «minoritaires») et que la **diversité** était favorisée au détriment de l'**intégration**. Les Canadiens sont en faveur de la diversité culturelle du Canada mais ils veulent que les peuples autochtones soient traités plus équitablement et que les minorités ethniques soient davantage intégrées dans la culture canadienne.

Il a été suggéré que **les politiques et les programmes culturels du ministère des Communications devraient, par voie de conséquence, devenir plus transparents et englober plus de groupes culturels.** Le Ministère devrait devenir, de façon plus manifeste, un instrument de «partage» qui permette à tous les Canadiens de communiquer leurs valeurs et leurs priorités à leurs concitoyens. Dans l'état actuel des choses, cet aspect de la Mission du MDC ne semble pas être compris par les Canadiens ou peut-être même par les autres fonctionnaires.

Selon l'un des conférenciers, la fusion des ministères des Communications et du Multiculturalisme résoudrait peut-être ce problème. Si on a bien compris le point de vue des Canadiens, **il deviendra de plus en plus difficile de justifier deux ministères fédéraux -- l'un qui s'occupe de «culture canadienne» et l'autre de «multiculture canadienne»**. S'il a été reconnu qu'une telle fusion contribuerait à atténuer le sentiment de marginalisation auquel nous venons de faire allusion, il y a eu peu de discussion sur la façon de mettre en application la composante active de «partage» de la Mission du MDC.

#### 4. Symboles canadiens

Selon l'une des définitions utilisées dans les discussions sur le rôle du MDC, la culture est une façon collective de penser et d'agir. Cette définition «sociologique» est alimentée par les valeurs d'une société et par ses symboles et ses mythes. La question de savoir si le ministère des Communications a un rôle à jouer dans la constitution de ces symboles et mythes unificateurs est revenue à maintes reprises durant la journée.

Deux constantes ont dominé le débat. D'abord, les **Canadiens ne semblent plus «acheteurs» de symboles nationaux comme le bilinguisme et le multiculturalisme**. Deuxièmement, **on doutait que l'on puisse un jour imposer des mythes et des symboles** et on se demandait s'il était indiqué que le Ministère soit engagé dans le développement d'une «culture officielle».

Malgré le sentiment que plusieurs symboles traditionnels du Canada n'éveillent plus les mêmes résonances chez les Canadiens, il y avait de bonnes nouvelles à ce chapitre en ce qui concerne le portefeuille du MDC.

Selon la Commission Spicer, **une majorité de Canadiens continuent de considérer que Radio-Canada contribue de façon importante aux échanges et à la compréhension entre les régions**. De nombreux Canadiens croient en outre qu'une **meilleure connaissance de notre héritage contribuerait à l'unité**. Ces constatations donnent à penser qu'au moins deux activités du Ministère et du portefeuille sont perçues par les Canadiens comme des composantes importantes du rôle d'édification nationale du gouvernement fédéral.

Sur une note moins positive, **aucun autre aspect du portefeuille des Communications n'est perçu comme un symbole national important**. Un participant a souligné que la principale priorité de la plupart des artistes est de perfectionner leur art. Ce faisant, ils ne peuvent éviter de refléter la société et ses mythes dans leur art. Toutefois, la plupart d'entre eux ne considèrent pas que c'est là leur objectif principal et, d'ailleurs, ils nieraient que leur art puisse être ramené à un simple véhicule de symboles nationaux. Dans les circonstances, il semble douteux que le MDC puisse rallier beaucoup d'appuis pour des stratégies culturelles qui fondent leur légitimité sur la promotion des symboles canadiens.

D'autre part, il serait peut-être opportun d'**accroître le rôle des activités du Ministère et du portefeuille qui appuient les échanges et la compréhension entre les Canadiens**. Compte tenu du climat actuel de mécontentement des Canadiens, il serait plus indiqué d'aider les Canadiens à se connaître plutôt que de leur dire ce qu'ils doivent savoir. Dans certains cas, une telle stratégie pourrait entraîner une plus grande visibilité du Ministère et du portefeuille plutôt qu'une diminution de ses activités. Certains pourraient considérer que le seul fait de mettre l'accent sur le «partage» culturel constitue en soi un geste symbolique important.

---

### **Conclusion**

Au bout du compte, il était évident que le **renouvellement du Canada exigerait probablement une remise en question de l'orientation des politiques et des programmes du MDC**. Comme l'a souligné le sous-ministre, le Ministère et le portefeuille devront s'adapter à certaines réalités nouvelles sur le long terme.

Dans un Canada renouvelé -- un Canada qui «vient à maturité» -- le Ministère devra tenir compte d'un certain nombre de facteurs stratégiques :

- 1) Les Canadiens veulent avoir davantage voix au chapitre et se montrent de moins en moins patients à l'égard des organisations qui essaient de leur dicter leurs intentions ou leurs besoins.
- 2) Les Canadiens veulent la justice et l'équité et ils ne veulent pas de distinctions artificielles entre «culture canadienne» et «multiculture».
- 3) Les défis économiques et sociaux que soulève la mondialisation commanderont une action nationale, mais bon nombre des moyens nécessaires échappent actuellement au gouvernement fédéral.
- 4) L'adaptation à ces changements sociaux et économiques entraînera probablement un réalignement fondamental au pays, mais on ne sait pas trop encore comment s'opérera ce réalignement.
- 5) Le Ministère sera appelé à aider les Canadiens à partager leurs valeurs et leurs idées -- leur culture -- mais il doit éviter de donner l'impression de chercher à imposer des valeurs ou des symboles.
- 6) Il existe un large fossé entre le Québec et le reste du Canada au chapitre des solutions politiques et institutionnelles, mais un écart beaucoup moins grand au chapitre des styles de vie et des valeurs fondamentales.

Il est clair que **les composantes «communication» et «culture» du portefeuille des Communications doivent accorder plus d'importance aux activités qui favorisent les échanges et la compréhension à travers le pays**. Toutefois, les moyens pour atteindre ces objectifs sont moins évidents et il **faudra un examen en profondeur par chaque centre de responsabilité pour déterminer les mesures précises qui peuvent être prises dans le cadre de chaque politique ou programme**.

Cette tâche devra être **accomplie assez rapidement et à l'intérieur de ressources existantes et limitées**. Il peut y avoir des choix difficiles mais, comme l'a indiqué le sous-ministre, nous devons songer à des options pour le portefeuille ou d'autres le feront à notre place. Il se peut qu'on nous demande «de faire moins avec moins», mais si tel est le cas, nous devrions nous engager à le faire mieux.

Enfin, ce sera la qualité de nos idées qui aidera à déterminer la direction et l'issue du renouvellement du Canada. **Le Ministère devra être innovateur, flexible et, surtout, sensible aux désirs des Canadiens.** En dernière analyse, il doit chercher à donner le choix à ses groupes clients et à ceux qu'ils servent, les citoyens canadiens.

---

APPENDICE I

**Atelier sur le renouvellement du Canada :  
Le rôle spécial des communications et de la culture**

Le 11 avril 1991  
Salle Chapleau.  
Palais des congrès, Hull

PARTICIPANTS

SM

Philippe, Louise - Chef de Cabinet / SM

SMAP

Berrigan, Sean / DPG-DGSP  
Théorêt, Yves / DPG-DGSP  
Barcados, Attilio / DPG-DGSP  
Hollier, Patrick / DPG-DGSP  
Durand, Michel / DSP-DGSP  
Patterson, Brenda / DSP-DGSP  
Cockerill, Kate / DGIR  
Châtillon, Elisabeth / DGIR  
Savage, Jim / DGIR  
Leduc, Pierre / DGIR  
Kennedy, Joanne / DGIR  
Tiger, Michael / DGIR  
Fradgley, Chris / DGIR  
Perrin, Stephanie / DGIR  
Bradbury, Nathalie, DGIR  
Rainboth, Dan / DIAB  
Dufour, Marie-Christine / DGIS  
Kratchanov, Denis / DLS  
Pelletier, Manon / DGFP  
Ledoux, Geneviève / DGFP  
Chabot-Plante, Francine / DPE  
Laplante, Gaétane / DPE



**ADMRS**

Binder, Michael / ADMRS  
Stoqua, Elizabeth / ADMRS  
Vaccani, Paul, DASM / DGEP  
Mar, Henry, DLRP / DGEP  
Jones, Robert / DGRR  
Skora, Jan, DRP / DGRR  
Bischof, Inna / DRP-DGRR  
Begley, Ron / DGBR  
Hopkinson, George / DBC-E/DGBR  
Davis, Audrey / DPP-DGCP  
Macdonald, Helen / DPP-DGCP  
Pietrykowski, Winnie / DPP-DGCP  
Hébert, Claude / DPP-DGCP  
Neogi, Prabir / DPP-DGCP  
Fournier, Luc / DPP-DGCP  
Ginley, Julia / DPP-DGCP  
Baldwin, Susan / DTP-DGCP  
Phillips, Dorothy / DBR-DGBT  
Akgun, Metin / DIP-DGBT  
Ranger, Bill, R. / DST-GTA  
Pilon, André / DMG  
Breithaupt, Bob / DGRC

**SMAGI**

Giannetti, Anne-Marie / DPR-DGHR  
Beauchamp, Roch / DLO  
Munro, Wally / DGHR  
Perrier, Monique / LIRS  
Carrier, Hélène / LIRS  
Gagnon, Christiane / DPF-DGFM

**SMAPC**

Curfoot Mollington, Mark / DBP-DGBP  
Gratton, Denis / DBP-F/DGBP  
Perreault, Claudie / DBP-F/DGBP  
Couture, André / DBP-E/DGBP  
Wheelock, Barbara / DBP-E/DGBP  
St-Aubin, Len / DBP-DGBP  
Ironsides, Ian / DAR-DGBP  
Mayer, Linda / DAR-DGBP  
Latremouille, Susane / DSIS-DGTP  
Ostry, Adam / DGCI  
Soucy, Robert / DFVP-DGCI  
Fulcher, James / DDI-DGNM  
Dubitsky, Will / DGNM

**ADMAH**

Snow, Elizabeth / APU  
Bourgeois, Ronal / DGMAP  
LeGal, Yvette / DHP-MAP  
Lussier, Hubert / DPA-DGAP  
Beaulne, Louise / DPA-DGAP  
Higdon, Alan / DPA-DGAP  
Foote, John / DPA-DGAP  
Legault, Lise / DPA-DGAP  
Tegtmeyer, Thomas / DRS-DGAP  
Chelminska, Krystyna / DRS-DGAP  
Séguin, Denise / DCIP-DGAP  
Homulos, Peter / CHIN

**DEO**

Drouillard, Jeanne / EDO  
Pambrun, Hubert / DRPRR (Room 1608)

**DEA**

Boudreault, Pierre / EDA

**MIN**

Thompson, Terry Lynn / MINO

**PANÉLISTES/ORGANISATEURS**

Sarkar, Eileen / DGSP  
Abrams, Martin / FPRO  
Higdon, Lorna / Citizen's Forum  
Giguère, Alain / CROP Inc.  
Gollish Denham, Dena / Decima Research  
Sauvageau, Florian / Université Laval  
Rocher, François / Carleton University  
d'Auray, Michelle / National Film Board  
Audley, Paul / Paul Audley and Associates  
Drouin, Jacques / DGTP  
Waung, David / DSP-DGSP  
Jeannotte, Sharon / DSP-DGSP  
Loranger, Suzanne / DSP-DGSP  
Beauregard, Suzy / DSP-DGSP

## APPENDICE II

### **Atelier sur le renouvellement du Canada : Le rôle spécial des communications et de la culture**

**Le 11 avril 1991  
Salle Chapleau  
Palais des congrès, Hull**

9 h **Mot de bienvenue de la présidente - Eileen Sarkar**

9 h 15 **Allocution du sous-ministre - Alain Gourd**

9 h 45 **Une perspective de la réforme constitutionnelle au Canada - Martin Abrams,  
adjoint du Cabinet (Unité canadienne), bureau des Relations fédérales-provinciales**

Le ré-examen actuellement en cours sur la fédération canadienne n'est pas le premier que l'on tente de faire pour réorienter la Constitution en fonction des réalités contemporaines. Il importe que nous comprenions l'évolution du processus de manière à avoir un contexte dans lequel situer nos discussions actuelles. Cette exposé fournira le contexte général nécessaire aux participants avant que ceux-ci ne commencent à centrer leurs discussions sur le rôle des communications et de la culture à l'intérieur d'un Canada renouvelé.

10 h 30 **Pause café**

11 h **Consultation avec le public - Lorna Higdon, Directeur des politiques et  
de l'évaluation, Forum des citoyens**

Le gouvernement fédéral procède actuellement à des consultations approfondies avec le public afin de connaître les idées des Canadiens quant à un Canada renouvelé. Qu'ont-ils à dire au sujet du Canada en général? Qu'ont-ils déjà dit quant à la culture et aux communications en particulier? Cet exposé se concentrera sur ce que les Canadiens disent vouloir et ce dont ils disent avoir besoin à l'intérieur d'un nouveau Canada.

11 h 45 **L'état d'esprit des Canadiens**

Quelles sont les attitudes des Canadiens quant aux discussions actuelles sur une fédération renouvelée? Cet exposé mettra en évidence les données des sondages «Unity Watch» de Decima et du système d'analyse des changements sociaux 3SC de CROP dans le but de fournir aux participants de l'information sur l'opinion des Canadiens quant aux options constitutionnelles que l'on nous propose actuellement.

**Alain Giguère, CROP inc.**

12 h 30 **Déjeuner**

1 h 30 **L'état d'esprit des Canadiens**

**Dena Gollish Denham, Decima Research**

14 h 30 **Pause café**

15 h **Le renouvellement du Canada - Quel rôle devraient jouer les communications et la culture?**

Dans le passé, les communications et la culture ont joué des rôles-clés dans la création d'une signification de la nationalité canadienne. Quel rôle devraient-ils jouer à l'avenir? Que pensent plusieurs des leaders d'opinions respectés du domaine de la culture et des communications? Ces suggestions semblent-elles raisonnables compte tenu des nouvelles réalités canadiennes?

**Présidente : Eileen Sarkar**

**Liste des conférenciers**

*Florian Sauvageau, Université Laval  
François Rocher, Université Carleton  
Paul Audley, Paul Audley and Associates  
Michelle d'Auray, Office national du film*

16 h 45 **Allocution de clôture de la présidente - Eileen Sarkar**

Canada